Dérive autoritaire de la direction

Ne laissons pas nos dirigeant-es se laisser aller à une dérive autoritaire qui fera un jour le jeu de l'extrême droite !

La montée du fascisme s'appuie sur des mécanismes bien connus, rappelés par Umberto Eco, dont :

1. dérive autoritaire,
2. contrôle de la parole de l'opposition politique,
3. ciblage des minorités déjà victimes d'oppressions,
4. dénaturation de la langue et des concepts.

Ce travail de sape culturel opère par « petites » frictions : mépris, discrimination couverte, ridiculisation, minimisation, censure, silenciation, refus de négocier, etc.

Depuis quelques années, la direction de l'Institut Pasteur pratique l'escalade des menaces et de la censure contre la liberté d'expression.

(voir notre liste au verso et notre analyse détaillée en ligne)



Les menaces et la censure de la direction sont illégales !

Les travailleur·euses ont un droit constitutionnel à s'exprimer politiquement, au travail comme ailleurs !



Écrivez-nous pour nous rejoindre ou recevoir notre newsletter :

pasteur@solidaires.info



Solidaires Institut Pasteur
Émancipation - Inclusion - Résistance

Un contexte politique national

Ces menaces sont bien réelles ! Elles sont normalisées par l'extrême centre, vous les voyez tous les jours en ce moment.

Cette dérive autoritaire a les mêmes causes que la dérive autoritaire gouvernementale (absence de démocratie, mythe de l'excellence, précarité généralisée, entre-soi de la classe dirigeante, etc.)

Pour les contrer, **chaque action compte**, aussi petite soit-elle, même au travail.

> **Ne laissons pas nos dirigeants se laisser aller à une dérive autoritaire qui fera le jeu de l'extrême droite.**

Même à Pasteur

Les discours tenus par la direction lors de ses évènements institutionnels (vœux, *Town Hall*, etc.) sont tous empreints de grands mots concernant le soutien aux minorités, à la démocratie et aux précaires. Même la directrice générale de l'Institut Pasteur s'inquiète de la montée de l'extrême droite. Mais **entre les paroles et les actes, il y a un gouffre béant**.

En dehors de la création d'un département *Diversité, Équité et Inclusion* (DEI), peu d'avancées ou d'investissements ont vu le jour.

> **Pire, nous avons relevé de nombreux évènements qui montrent qu'une dérive autoritaire est à l'œuvre.**

Retrouvez notre analyse complète sur notre site :

https://pasteur.solidaires.info/derive-autoritaire

La dérive autoritaire à l'Institut Pasteur

- Le président du conseil d'administration **reproche aux élus de poser trop de questions** (colloque « Chercheurs citoyens » 10/12/25).
- Le directeur de la comm **coupe la retransmission en ligne des interventions d'élus** (vœux de la Direction 14/01/25).
- Le directeur de la comm **filtre les questions des représentants du personnel** pour se poser les siennes (Town Hall 15/12/25).
- Le DRH envoie un e-mail général **menaçant tous les salariés**, avec des **interprétations discutables de points de règlement liés à la liberté d'expression** (16/09/26).
- La direction fait pression sur la STAPA pour **mettre un terme aux discussions concernant le génocide palestinien sur sa mailing liste.** Mailing liste qui sera par ailleurs supprimée au profit d'un compte Teams, plus facile à modérer et dont les messages indésirables peuvent être supprimés.
- La directrice de l'enseignement **interpelle et menace publiquement par email un doctorant** qui partageait des informations sur l'évolution de carrière des précaires (06/11/2025).
- L'e-mail a par ailleurs été transmis tel quel par la directrice de la DEI aux **représentants des doctorants**, pour faire pression.
- La direction fait pression sur la STAPA pour **filtrer le message d'un élu démontant ces mensonges** et leur illégalité.
- La direction de la comm **censure les slogans du Queer Club** lors de la Marche des Fiertés, et impose la signature d'un **engagement à ne pas porter de message politique** (2024 et 2025), en dépit des avertissements des élus.
- Lors de l'évènement RSE « Un Institut plus Durable » du 22/09/26, les **questions sont tout simplement annulées.** La direction évite ainsi **toute critique au sujet du partenariat** entre l'IP et la BNP, une banque écocidaire.
- Le directeur de la comm envoie un e-mail général pour **tenter de faire croire aux travailleur.euses qu'il leur est interdit d'exprimer publiquement des opinions politiques** (16/09/26).
- À plusieurs reprises, différents membres de la direction vont à l'encontre du droit du travail et font **pression sur des syndicats pour limiter le tractage**.

> **La censure de la liberté d'expression des travailleur·euses est ILLÉGALE !**
>
> **Votre employeur n'a pas le droit de vous empêcher de vous exprimer, même (surtout !) sur des sujets politiques.**
>
> **Nous exigeons plus de démocratie au travail.**